

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Fourniture d'une solution d'alerte à la population

Ville de Besançon
2 rue Mégevand
25034 BESANCON
Tél : 0381615050

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Protection des données à caractère personnel.....	5
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel.....	5
4.2 - Obligations du titulaire	5
4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire.....	6
4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées	6
4.2.3 - Exercice des droits des personnes	6
4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel	6
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations	7
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel	7
4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données	8
4.2.8 - Sort des données	8
4.2.9 - Délégué à la protection des données.....	8
4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement	8
4.2.11 - Documentation.....	9
4.3 - Obligations de l'acheteur	9
5 - Durée et délais d'exécution	10
5.1 - Durée du contrat	10
5.2 - Reconduction	10
6 - Prix.....	11
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	11
6.2 - Modalités de variation des prix	11
6.3 - Clause de réexamen	11
7 - Garanties Financières	11
8 - Avance.....	12
9 - Modalités de règlement des comptes.....	12
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	12
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	12
9.3 - Délai global de paiement	12
9.4 - Paiement des cotraitants	12
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	12
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	12
11 - Développement durable.....	13
12 - Constatation de l'exécution des prestations	13
12.1 - Vérifications	13
12.2 - Décision après vérification	13
13 - Maintenance.....	13
14- Garantie des prestations.....	13
15 - Pénalités.....	13
16 - Assurances.....	14
17 - Résiliation du contrat.....	14
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	14
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	14

18 - Règlement des litiges et langues.....	14
19 - Dérogations.....	14
20 – Clauses techniques particulières	15
20.1 - Risques ou événements pouvant entraîner une alerte	15
20.2 - Descriptif des prestations attendues	15
20.2.1 : Délais de mise en service.....	15
20.2.2 – Alertes	15
20.2.3 – Sécurité et accessibilité.....	15
20.2.4 – Base de données des usagers.....	16
20.2.5 – Système d’Information Géographique	16
20.2.6 – Autres éléments attendus dans le mémoire technique complémentaire	16
20.3 – Evolutivité du système	17

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

Fourniture d'une solution d'alerte à la population

Dans le cadre de la prévention/gestion des risques et/ou de son plan communal de sauvegarde, la collectivité souhaite pouvoir alerter et informer le plus rapidement possible la population sur un risque encouru à un instant donné.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande et d'alertes émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Périmètre du Grand Besançon Métropole

Cette consultation s'effectue dans le cadre d'un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique avec les organismes suivants :

- Besançon
- Chalezeule
- Chatillon le Duc
- Deluz
- Devecey
- École Valentin
- Grandfontaine
- Novillars
- Pelousey
- Serre les Sapins

Le coordonnateur du groupement de commandes est : Ville de Besançon. Il aura en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque membre devra suivre l'exécution de l'accord-cadre à hauteur de ses propres besoins.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande pour les prestations de services. Les coûts liés à l'alerte ne feront pas l'objet de bons de commande mais feront l'objet d'une facturation directe.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- Le numéro d'engagement à renseigner dans CHORUS PRO ;
- Le numéro de marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le Cadre du Mémoire Technique complété par le candidat
- Le mémoire technique complémentaire proposé par le candidat

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

Les traitements effectués par le titulaire dans le cadre du présent marché ont pour finalité exclusive la réalisation des prestations commandées au titulaire par l'acheteur, telles qu'elles sont décrites et approuvées par les parties dans les documents contractuels (marché, conditions générales, conditions particulières, annexes techniques et financières). Il est rappelé qu'aux termes de ses engagements contractuels le titulaire accomplit les prestations de fourniture d'une solution d'alerte à la population avec installation, paramétrage, formation, intégration des fichiers de population concernée (habitants de Besançon et des communes adhérentes), maintenance de la solution et évolution logicielle en vertu desquelles l'acheteur lui confie tout ou partie des traitements de données qu'il décide.

Le titulaire déclare qu'il est en principe et sauf dérogations ci-dessous, et avec lui son personnel, seul destinataire des données faisant l'objet des traitements accomplis par lui-même pour le compte de l'acheteur, mais qu'il peut en partager la connaissance avec ce dernier.

Le titulaire pourra sur injonctions des autorités judiciaires ou de police, communiquer toute information susceptible de comporter des données, ce dont elle informera l'acheteur.

La durée du traitement des données est de 3 ans.

4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- garantir la sécurité physique et logique des données et des moyens techniques qu'il met en œuvre pour les besoins de l'exécution du marché
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte,

s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieure. L'acheteur dispose d'un délai de 10 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions documentées de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Les parties conviennent que l'acheteur, en tant que responsable des traitements effectués en vertu du présent marché, assure et garantit l'exercice de leurs droits aux personnes dont les données sont traitées.

Le titulaire collabore à la mise en œuvre effective de cette obligation légale de l'acheteur sur demande écrite de ce dernier, qui fait son affaire personnelle du respect des obligations de l'acheteur vis-à-vis des personnes concernées et à l'égard des autorités de contrôle.

Le titulaire s'engage à aider l'acheteur par des mesures techniques et organisationnelles appropriées à respecter les droits des personnes concernées et à collaborer avec l'acheteur afin que ce dernier donne suite aux demandes des personnes concernées qui le saisissent sur ces fondements.

À cet égard, le titulaire communiquera sans retard à l'acheteur et au plus tard sous quarante-huit heures ouvrées toute demande, plainte ou observation reçue directement des personnes concernées sans y répondre, sauf autorisation contraire et instructions précises données par l'acheteur.

4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpru@besancon.fr

4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans les plus brefs délais et au maximum dans le délai de 24 heures après la découverte de la violation et par le moyen suivant : par mail à dpo@granbesancon.fr et dpru@besancon.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Le titulaire s'interdit de procéder à la notification de la violation de données à caractère personnel auprès des autorités de contrôle (CNIL), sauf instructions écrites contraires et détaillées de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à exécuter toute mesure raisonnable que l'acheteur estimerait adéquate pour remédier à la violation de données, y compris pour en atténuer les conséquences négatives.

Le titulaire s'interdit toute communication à des tiers d'informations sur la violation, sauf s'il y est contraint par la loi ou par les autorités judiciaires ou de police. Sous réserve de cette contrainte légale, l'acheteur est seul libre de rendre publique la violation de données, y compris si celle-ci n'est pas susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Le titulaire s'interdit de procéder à la notification de la violation de données à caractère personnel auprès des autorités de contrôle (CNIL), sauf instructions écrites contraires et détaillées de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à exécuter toute mesure raisonnable que l'acheteur estimerait adéquate pour remédier à la violation de données, y compris pour en atténuer les conséquences négatives.

Le titulaire s'interdit toute communication à des tiers d'informations sur la violation, sauf s'il y est contraint par la loi ou par les autorités judiciaires ou de police. Sous réserve de cette contrainte légale, l'acheteur est seul libre de rendre publique la violation de données, y compris si celle-ci n'est pas susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées.

4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité des données adapté aux risques. En particulier, le titulaire s'engage à les protéger contre toute destruction, perte, altération, diffusion ou accès non autorisés de manière accidentelle ou illicite, notamment lorsque les traitements de données comportent des transmissions de données dans un réseau, ainsi que contre toute forme de traitement illicite ou communication à des personnes non autorisées et ce, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités des traitements ainsi que des risques éventuellement identifiés.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité des données adapté aux risques. En particulier, le titulaire s'engage à les protéger contre toute destruction, perte, altération, diffusion ou accès non autorisés de manière accidentelle ou illicite, notamment lorsque les traitements de données comportent des transmissions de données dans un réseau, ainsi que contre toute forme de traitement illicite ou communication à des personnes non autorisées et ce, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités des traitements ainsi que des risques éventuellement identifiés.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : le titulaire ne devra conserver aucune donnée à caractère personnel. Les traitements accomplis par le titulaire en vertu du présent Marché prendront fin avec la résiliation effective du Marché ou à son terme.

4.2.8 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire et de ses sous-traitants éventuels. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction des fichiers de données à caractère personnel.

4.2.9 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;

- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.11 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le titulaire reconnaît qu'il demeure pleinement responsable vis-à-vis de l'Autorité de l'exécution par tout éventuel sous-traitant de ses obligations.

L'Autorité aura la possibilité de réaliser ou faire réaliser auprès d'un prestataire de confiance (sous engagement de confidentialité et reconnu par les Parties comme un professionnel de la sécurité informatique) au moins un audit annuel de la sécurité d'accès à l'Infrastructure du titulaire ainsi qu'un audit de la sécurité des Données. Le titulaire disposera d'un droit de veto au prestataire de l'audit s'il estime qu'il n'a pas la compétence ou le sérieux nécessaires, ou s'il est un concurrent avéré du titulaire.

L'Autorité notifiera son intention au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Le titulaire et l'Autorité auront 2 semaines pour planifier cette opération qui se déroulera durant les 2 mois suivants, dans les locaux du titulaire.

En cas de Sous-traitance (notamment concernant l'hébergement de Données), le titulaire s'engage à requérir l'accord de son sous-traitant pour faire procéder à un audit ou en cas de refus d'accès de la part de son sous-traitant, à obtenir de la part de celui-ci :

- un écrit justifiant un motif légitime pour refuser l'accès aux locaux ;
- en parallèle, tout document attesté pouvant répondre aux besoins de l'audit.

Il est entendu que :

- la consultation des documents doit se faire dans les locaux du titulaire ou le cas échéant, dans les locaux du sous-traitant du titulaire, sauf en cas d'audit portant sur la sécurité informatique, lequel pourra être opéré à distance ;
- les informations recueillies ne peuvent être utilisées à d'autres fins que l'audit ;
- le secret des affaires bénéficiant au titulaire et à l'Autorité doit être respecté.

Le titulaire met à la disposition de l'Autorité toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues dans la présente annexe.

Le titulaire s'engage à coopérer et à contribuer à l'audit ainsi mis en œuvre. Il s'engage à donner accès à l'auditeur à ses locaux et à le mettre en mesure d'effectuer toutes les démarches nécessaires pour s'assurer du bon respect des exigences et obligations prévues au présent article. Il s'engage également à communiquer sous bref délai à l'auditeur toute les informations sollicitées par lui en lien avec l'exécution des engagements pris aux termes du présent article. Il s'engage notamment à lui communiquer dès le début de l'audit tout éventuel registre de traitement.

Les audits devront permettre une analyse du respect par le titulaire de ses obligations au titre de la présente annexe et de la réglementation applicable en matière de protection des Données à caractère personnel.

L'audit doit aussi permettre de s'assurer que les mesures de sécurité et de confidentialité mises en place ne peuvent être contournées sans que cela ne soit détecté et notifié.

À la suite de l'audit, l'auditeur dressera un rapport qu'il communiquera aux deux Parties qui disposeront d'un délai de trente (30) jours ouvrés pour formuler leurs observations, ramené à 3 (trois) jours ouvrés en cas d'urgence telle qu'une faille de sécurité grave exposant les Données à une violation.

Dans l'hypothèse où des inexécutions du présent article et, éventuellement, des failles de sécurité auraient été constatées au cours de l'audit, les Parties s'engagent à coopérer afin de remédier à ces failles dans les plus brefs délais.

4.3 - Obligations de l'acheteur

Il est rappelé que les données doivent être traitées de manière licite, loyale et transparente, pour des finalités déterminées, explicites et légitimes. Il est également rappelé que seules des données adéquates, pertinentes

et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités peuvent faire l'objet de traitement. Chacune des parties doit respecter la réglementation applicable à la protection des données à caractère personnel et mettre en œuvre les procédures et les moyens nécessaires à son application.

L'acheteur a conscience que l'exécution par le titulaire de certains traitements de données dans le cadre de l'accomplissement de ses prestations, ne saurait dispenser l'acheteur du respect de ses obligations en qualité de « responsable de traitement ». En particulier, l'acheteur doit documenter la conformité des traitements qu'il opère pour son compte et de ceux dont il confie la réalisation au titulaire dans le cadre du présent marché. Les obligations légales que souscrit le titulaire en tant que sous-traitant de données à caractère personnel ne dispensent pas pour autant l'acheteur de respecter ses propres obligations légales en qualité de « responsable de traitement ».

A l'effet de vérifier la bonne conformité de leurs pratiques et des obligations réciproques souscrites en vue du respect de la réglementation applicable aux données personnelles, les parties conviennent d'opérer au plus tard à la date anniversaire du marché une revue annuelle des règles définies au présent marché et de les adapter si nécessaire.

Le titulaire s'engage à coopérer avec les autorités de protection des données compétentes, notamment en cas de demande d'information qui pourrait lui être adressée en cas de contrôle, notamment si le contrôle devait viser l'acheteur. En cas de requête de divulgation de données personnelles provenant d'une autorité administrative ou judiciaire reçue par le titulaire, ce dernier s'engage à en informer immédiatement l'acheteur, sauf lorsque la divulgation d'une telle demande est prohibée, telle qu'une interdiction prévue par le droit pénal afin de préserver la confidentialité d'une enquête de police.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

Pour la ville de Besançon, le marché actuel prend fin le 23 mai 2023 à 23h59. Le présent marché prendra effet à la suite, soit le 24 mai 2023 à 0h00. La période de préparation du marché (formation, intégration base de données...) interviendra à compter de la date du courrier de notification au 24 mai 2023, date d'effet du marché.

La solution devra être opérationnelle à compter du 23 mai 2023 à 23h59 pour la Ville de Besançon.

Concernant les autres membres du groupement, le marché prendra effet en date du 24 mai 2023.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans le bon de commande de démarrage des prestations.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 3 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Dans le cas où le montant maximum serait atteint avant la fin de la période considérée, l'accord-cadre pourra être reconduit par anticipation pour une nouvelle période de un an. Le pouvoir adjudicateur informera le titulaire de la date à laquelle l'accord-cadre sera reconduit.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés semestriellement, à l'initiative du titulaire, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = I_n / I_0$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (0) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence I, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index SYNTEC_REWISE - Coûts salariaux des prestations intellectuelles (informatique, ingénierie, ...)

6.3 - Clause de réexamen

Par application de l'article R. 2194-1 du Code de la Commande Publique, la présente clause de réexamen vise à autoriser la modification du contrat, sans condition de montant, pour s'adapter aux conditions économiques et techniques des matériaux, matières premières, de l'énergie, notamment, dans la limite d'un changement de la nature globale du contrat.

La modification sera circonscrite aux événements de nature à altérer, en cours d'exécution, l'équilibre financier du marché tenant aux difficultés d'approvisionnement et la hausse des prix de certains matériaux / matières premières.

Ces événements pourront conduire les parties à se rencontrer et à renégocier les termes du contrat (clause de « rendez-vous »).

La modification induite pourra permettre de procéder à une modification technique (substitution de matériaux, modification des délais d'exécution,...) et/ou financière (évolution des prix du marché, modification de la clause de variation,...), du marché.

Le processus de mise en œuvre du réexamen des conditions d'exécution technico-financières du contrat sera le suivant : transmission d'un courrier du titulaire justifiant la volonté de hausse des prix ou les difficultés d'approvisionnement ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre économique et initial du contrat, le tout accompagné de justificatifs probants et circonstanciés.

Si les parties s'accordent sur la modification du contrat, cet accord de volonté sera matérialisé dans un avenant.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique : Identifiant de chaque structure publique (SIRET) : (conformément aux stipulations de chaque bon de commande)

212 500 565 00016 (VILLE DE BESANCON)

Autres membres du groupement : identification du SIRET sur les bons de commande

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation initiale du personnel chargé d'utiliser les prestations pour un maximum de 5 personnes par session. Le candidat devra indiquer le coût de la session de formation à l'utilisation dans le BPU.

Le candidat proposera dans son mémoire technique un plan de formation visant à assurer une connaissance d'utilisation parfaite du produit pour faire face à toutes les demandes, réaliser toutes les fonctionnalités du produit, et pour remédier à toutes difficultés ou incidents liés à son utilisation.

Le candidat a, au titre de la formation, une obligation de résultat pour chaque session qui l'obligera le cas échéant à réitérer cette prestation, sans surcoût pour le pouvoir adjudicateur, jusqu'à la compréhension parfaite du système par les agents. La ou les formations complémentaires avec ce même groupe sont délivrées sans surcoût supplémentaire, en application du présent marché.

En cas de livraison d'une nouvelle version de la solution en cours d'exécution du marché, le titulaire devra assurer une nouvelle formation sans surcoût supplémentaire.

11 - Développement durable

A titre informatif, le candidat pourra présenter les solutions techniques ou organisationnelles qui concourent au développement durable.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Maintenance

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant une durée de 3 ans à compter de la date d'admission des prestations. Les conditions de cette maintenance sont définies à l'article 32 du CCAG-FCS. Le coût de la maintenance est inclus dans le coût de mise à disposition du service.

14- Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

15 - Pénalités

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 300 €, par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités de retard pour l'ensemble de l'accord-cadre, par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Besançon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 11 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 15 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

20 – Clauses techniques particulières

20.1 - Risques ou évènements pouvant entraîner une alerte

Les risques identifiés pour tout ou partie des communes du groupement de commande sont les suivants (liste non exhaustive) :

- Risques naturels
- Risques industriels et transport de matières dangereuses
- Risques climatiques
- Risques sanitaires

20.2 - Descriptif des prestations attendues

La solution proposée doit répondre aux attentes suivantes :

20.2.1 : Délais de mise en service

La mise en service de la solution devra être prête 10 jours ouvrés maximum à compter de la date de notification du marché. Au début de ce délai, le pouvoir adjudicateur prendra contact avec le titulaire pour organiser la mise en service des prestations et prévoir la formation initiale d'utilisation. La solution devra être opérationnelle à compter du 23 mai 2023 à 23h59.

20.2.2 – Alertes

La solution doit proposer à minima l'utilisation des types de messages suivants :

- message vocal sur téléphone fixe,
- message vocal sur téléphone portable (sur messagerie vocale),
- message SMS,
- message SMS flash,
- mail,
- fax,
- réseaux sociaux de la collectivité.

La solution doit aussi :

- Être capable de mémoriser des messages ou portions de messages types pré-enregistrés.
- Être capable de gérer des chainages/cascades d'appels en cas de non décroché sur le premier numéro ;
- Être capable de gérer des accusés de réception (acquiescement) et d'établir des statistiques en temps réel des numéros contactés (exemples : décroché / non décroché; message laissé sur répondeur, message acquiescé, etc.). Le candidat précisera dans le Cadre du Mémoire Technique toutes les possibilités d'exploitation des données, et les statistiques fournies après lancement des alertes (suivi de campagne) ;
- Permettre la modification de l'affichage sur le terminal du destinataire du numéro appelant pour les messages vocaux en précisant les modalités ;
- Permettre la modification de l'affichage sur le terminal du destinataire de l'identifiant expéditeur pour les sms (le candidat précisera dans le Cadre du Mémoire Technique les modalités et fonctionnalités liées à ces numéros).

20.2.3 – Sécurité et accessibilité

La solution doit :

- Être sécurisée matériellement, informatiquement et géographiquement ;
- Disposer d'infrastructures techniques implantées sur un ou plusieurs site(s) extérieur(s) aux communes de la Communauté Urbaine Grand Besançon Métropole ;
- Être accessible 7j/7 et 24h/24 ;
- Être dotée d'un service de téléassistance et de télémaintenance basés en France et joignables 7j/7 et 24h/24. Ce service doit être accessible depuis plusieurs canaux (web, téléphone (échange vocal avec un technicien), etc.) et capable de lancer une alerte en fonction des consignes données par le pouvoir adjudicateur qui se sera préalablement identifié ;
- Être capable de paramétrer des profils utilisateurs avec des droits d'accès à tout ou partie des fonctionnalités. Dans tous les cas, une procédure d'authentification sécurisée doit être mise en place ;
- Être capable de stocker des documents consultables (cartes, procédures, etc.) par tout ou partie des utilisateurs ;

- Être capable de gérer des envois de sms et de messages vocaux malgré la saturation des réseaux GSM (le candidat précisera dans le Cadre du Mémoire Technique les solutions proposées) ;

20.2.4 – Base de données des usagers

La base de données des usagers doit :

- Être capable d'exploiter l'annuaire universel actualisé à la date d'effet du marché et d'effectuer des mises à jour au moins une fois par an ;
- Être capable de recevoir des inscriptions volontaires des usagers, avec émission d'un accusé de réception. Un QRCode doit permettre aux usagers d'accéder au formulaire d'inscription en ligne. Une solution devra être proposée pour les usagers qui n'auraient pas accès à Internet ni un smartphone ;
- Être capable d'importer des nouvelles listes d'usagers ;
- Proposer des modes simples de création et de gestion des groupes de destinataires prédéfinis, ou définis au moment du lancement d'une alerte. Le pouvoir adjudicateur devra pouvoir effectuer ces opérations en autonomie ;
- Être capable de gérer plusieurs numéros d'appel pour un même abonné (téléphones fixes et/ou mobiles) ;
- Être capable d'effectuer des sélections multicritères à partir des données renseignées dans les fiches contacts de chaque usager (annuaire universel et inscriptions par les usagers).

Le candidat devra assurer la gestion de la base de données correspondante au territoire du pouvoir adjudicateur (annuaire universel, usagers qui s'inscrivent volontairement et intégration de listes d'usagers), notamment au regard du Règlement Général sur la Protection des Données (à préciser dans le Cadre du Mémoire Technique).

Le candidat devra être en mesure d'importer les données des usagers qui se sont inscrits volontairement antérieurement à la prise d'effet du présent marché.

20.2.5 – Système d'Information Géographique

La solution doit disposer d'une interface permettant :

- Le géo-référencement de la base des usagers ;
- L'utilisation de fichiers préexistants fournis par le candidat (le candidat précisera dans le Cadre du Mémoire Technique leur nature, leur origine et la fréquence de leur mise à jour) ;
- L'import de fichiers fournis par la collectivité (le candidat précisera dans le Cadre du Mémoire Technique le(s) format(s) exploitable(s), les modalités d'envoi et le délai d'intégration) :
 - o Zonages (zones inondables, quartiers, etc.),
 - o Réseaux,
 - o Données ponctuelles (écoles ou autres familles d'établissements),
- La gestion des couches affichées (le candidat précisera dans le Cadre du Mémoire Technique les possibilités et modalités de modification de l'ordre d'affichage, la possibilité de gérer la transparence des couches, les outils graphiques disponibles et les extractions/affichages statistiques possibles après lancement des alertes) ;
- La sélection des usagers recevant l'alerte à partir de différents critères tels que :
 - o Rue, quartier ou zone prédéterminée,
 - o distance à partir d'un point,
 - o zone géographique déterminée en direct depuis un plan.

20.2.6 – Autres éléments attendus dans le mémoire technique complémentaire

Le candidat devra préciser dans le Cadre du Mémoire Technique :

- Les moyens mis en œuvre pour diffuser les messages vocaux et indiquera le nombre de messages qu'il peut diffuser par minute ou heure, en mode normal et en mode dégradé (coupures d'électricité sur le territoire communal du pouvoir adjudicateur ou sur le lieu d'implantation des installations techniques du candidat ; situations à préciser).
- Si le déclenchement des messages vocaux pourra se faire après la fin du message du répondeur (boîte vocale) enregistré par l'utilisateur, ceci pour ne pas couper la première partie du message d'alerte.
- Les possibilités ou variables éventuelles de diffusion :
 - o de messages vocaux (durée maximale, concaténation, cascading, répétition, priorisation, détection et le cas échéant nature de la prise en considération de messageries et répondeurs,

- ...), et les variantes de facturation relatives (appels décrochés / non décrochés, messages déposés sur répondeur, ...) ;
- de messages sms (concaténation, priorisation, ...), et les variantes de facturation relatives (nombre maximal de caractères par sms facturé, et mode de facturation en cas de dépassement de ce maximum de caractères, ...)

20.3 – Evolutivité du système

A titre indicatif, le candidat devra préciser dans son mémoire technique complémentaire (expression libre du candidat) quelles sont ses perspectives sur les possibilités d'envoyer des messages géo-localisés.